d'autres organismes?

- 2. Quels sont la nature et le but de chacun de ces groupes, quel rôle spécifique le Canada y jouet-il et quels pays en font partie?
- 3. Quel est le personnel canadien de chacun de ces groupes, qui les dirige et quelle proportion représent-ils par rapport aux autres pays?
- 4. Quelles ont été les dépenses annuelles faites par le Canada à l'égard de chacun de ces groupes depuis leur création?
- 5. Quelles furent les augmentations ou les diminutions de personnel et de crédits pour chacun de ces groupes depuis leur début et, dans chaque cas, quelles raisons motivèrent ces augmentations ou ces diminutions?
- 6. Au cours des dix dernières années, le Canada s'est-il retiré de quelque groupe que ce soit? Dans l'affirmative, quels sont-ils et pourquoi?
- 7. Quelles conditions sont requises généralement avant que le Canada accepte de participer à titre de membre d'une commission internationale des Nations Unies?

(Le document est déposé.)

SOINS MÉDICAUX PAYÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Question nº 1805-M. Howe (Hamilton-Sud):

- 1. Combien de gens, par provinces, bénéficient de soins médicaux dispensés à la charge entière du gouvernement fédéral?
- 2. Combien de gens, par provinces, bénéficient de soins médicaux dispensés à la charge partielle du gouvernement fédéral?

(Le document est déposé.)

UTILISATION D'ORDINATEURS

Question nº 1854-M. Howe (Hamilton-Sud):

- 1. Combien de calculateurs de tous genres le gouvernement fédéral utilise-t-il en ce moment?
- 2. Combien de postes dans la fonction publique ont été abolis à la suite de l'utilisation de calculateurs au cours de chacune des cinq dernières années?
- 3. Qu'a coûté au gouvernement, durant chacune des cinq dernières années, le fonctionnement de ces calculateurs?

(Le document est déposé.)

SUBVENTIONS POUR RECHERCHE AUX ÉCOLES DE MÉDECINE

Question nº 1947-M. Howe (Hamilton-Sud):

- 1. Quel est le montant total des subventions à la recherche médicale que le gouvernement a accordées à chaque école canadienne de médecine au cours de chacune des cinq dernières années?
- 2. A quelle fin précise chacune des subventions a-t-elle été accordée l'an dernier?

(Le document est déposé.)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CHINE COMMUNISTE-MODALITÉS DE L'EXPLOSION ATOMIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je deman- question complémentaire, monsieur l'Orateur. [M. Latulippe.]

nada participe soit au sein de l'ONU soit au sein derais au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de me dire si le gouvernement du Canada a reçu quelque information au sujet de la détonation de la bombe nucléaire par la Chine communiste? A-t-elle eu lieu dans les airs? Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris en considération la requête de la «Voix des femmes» demandant que le gouvernement intensifie immédiatement la puissance des dispositifs dont il dispose présentement pour la détection des retombées radioactives, de l'iode 131 en particulier, qui retomberont, prévoit-on, au Canada par suite de cet essai?

> L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme je crois savoir qu'il est impossible d'entreprendre de mesurer ces retombées radioactives avant un certain temps, il est préférable, je crois, que je tienne pour préavis la question de mon très honorable ami et que je lui donne une réponse en détail demain.

> Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement du Canada a recu quelque indication lui donnant à entendre que cette explosion aurait eu lieu dans les airs, dans l'atmosphère ou sous terre?

> L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, autant que nous sachions, elle se serait produite dans l'atmosphère.

> ENTRETIENS AVEC LES DIRIGEANTS DU NOU-VEAU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme le nouveau secrétaire aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, M. Patrick Walker, a annoncé que des dispositions avaient été prises en vue de rendre visite et de consulter le secrétaire d'État des États-Unis. M. Dean Rusk, dans quelques jours, le ministre pourrait-il nous dire s'il a communiqué avec le nouveau secrétaire aux Affaires étrangères et si l'itinéraire de M. Walker comprend le Canada?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, à supposer que les dispositions prises avec le secrétaire d'État des États-Unis soient définitives et nonobstant l'occasion que j'aurai prochainement de rencontrer aux Nations Unies M. Walker en sa nouvelle capacité, j'ai dit que nous serions très heureux s'il pouvait venir ici et, en fait, nous sommes d'avis qu'une réunion de ce genre serait utile.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Une